

# Angela Merkel, une néo-conservatrice à la présidence de l'Union européenne

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

par Thierry Meyssan

Alors qu'Angela Merkel prend la présidence de l'Union européenne pour le premier semestre 2007, Thierry Meyssan revient sur le surprenant parcours de cette responsable en propagande communiste de RDA devenue chancelière chrétienne démocrate de l'Allemagne réunifiée. Il souligne ses liens assumés avec les néo-conservateurs et sa conception d'un leadership états-unien en Europe.

---

**12 janvier 2007**

## Portrait : Angela Merkel

Angela Merkel est née en 1954 à Hambourg (Allemagne fédérale). Peu après sa naissance, sa famille fait le choix peu commun de passer à l'Est. Son père, pasteur d'une Église luthérienne, fonde bientôt un séminaire en République démocratique allemande et dirige un foyer pour handicapés. Il s'abstient de toute critique publique du régime et jouit d'un statut social privilégié : il dispose de deux voitures et se déplace fréquemment à l'Ouest.

Angela Merkel poursuit de brillantes études, jusqu'à son doctorat en physique. Elle épouse un physicien, Ulrich Merkel, dont elle divorce rapidement. Puis, elle s'installe avec le professeur Joachim Sauer, divorcé comme elle, mais déjà père de deux enfants. Mme Merkel devient chercheuse en physique quantique à l'Académie des sciences.

Simultanément, elle s'engage en politique au sein des Freie Deutsche Jugend (Jeunesses libres allemandes), l'organisation d'encadrement des jeunes dévouée à l'État. Elle y monte en grade au point de devenir secrétaire du département agitation et propagande. Elle est alors l'une des principales expertes en communication politique de la dictature socialiste. À titre professionnel et politique, elle voyage souvent au sein du bloc soviétique, notamment à Moscou, d'autant qu'elle parle couramment le russe.

Bien qu'elle ait été souhaitée et préparée depuis longtemps, la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989, surprend toutes les chancelleries. La CIA tente de constituer elle-même la relève en recrutant des responsables de l'ancien régime qui acceptent de servir les États-Unis comme ils le firent pour l'URSS.

Un mois plus tard, Angela Merkel retourne sa veste sans prévenir et passe avec armes et bagages au Demokratischer Aufbruch (Éveil démocratique), un nouveau mouvement inspiré de la démocratie chrétienne ouest-allemande. Elle y occupe immédiatement les mêmes fonctions que précédemment, sauf que le poste est intitulé selon le vocabulaire ouest-allemand : « chargée des relations avec la presse ».

Cependant, il apparaît que le président du Demokratischer Aufbruch, Wolfgang Schnur est un ancien collaborateur de la Stasi, la police politique de la dictature socialiste. Mme Merkel annonce elle-même à la presse cette douloureuse nouvelle qui contraint M. Schnur à démissionner et lui permet de prendre sa place à la présidence du mouvement.

À l'issue des dernières élections législatives de RDA, elle entre au gouvernement de Lothar de Maizière, dont elle devient la porte-parole, bien que Demokratischer Aufbruch n'ait recueilli que 0,9 % des suffrages. Surtout, dans cette période de transition, elle participe activement aux négociations « 2+4 » qui mettent fin au statut quadripartite de Berlin et à l'occupation alliée, ainsi qu'aux négociations en vue de la réunification allemande. Pour éviter, dit-elle, un exode massif de l'Est vers l'Ouest, elle s'applique à faire entrer sans délai la RDA dans l'économie de marché et la zone Mark.

De son côté, son concubin, Joachim Sauer, est engagé par la firme états-unienne Biosym Technology. Il passe un an à San Diego (Californie) au laboratoire de cette compagnie contractante du Pentagone. Il restera par la suite expert auprès d'Accelrys, une autre société de San Diego contractante du Pentagone. De son côté, Angela Merkel perfectionne son anglais qu'elle maîtrise désormais couramment.

Une fois la RDA dissoute dans la RFA et le Demokratischer Aufbruch dans la Christlich Demokratischen Union (CDU - Union démocrate chrétienne), Angela Merkel est élue députée au Bundestag et entre au gouvernement d'Helmut Kohl. Bien que ce dernier soit très à cheval sur les mœurs, il choisit cette jeune femme venue de l'Est, divorcée, sans enfants, et vivant en concubinage, comme ministre de la Famille, de la Jeunesse et de la Condition féminine.

En 14 mois, la responsable communiste de la propagande des Jeunesses de RDA est devenue ministre démocrate chrétienne de la Jeunesse de RFA. Au demeurant, elle laissera un maigre bilan dans son premier ministère.

Poursuivant sa carrière à l'intérieur de la CDU, Angela Merkel tente vainement de se faire élire à la présidence régionale du parti en Brandebourg. Cependant, Lothar de Maizière, qui est devenu vice-président national du parti, est convaincu de lointains rapports avec la police politique est-allemande et doit démissionner. Mme Merkel le remplace.

En 1994, le ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, Klaus Töpfer, est nommé à la direction du Programme des Nations unies pour l'environnement, à l'issue d'un long bras de fer qui l'oppose à la Fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK). Cette dernière lui reproche de sous-estimer les réalités économiques. Helmut Kohl nomme alors sa protégée pour le remplacer mettant ainsi fin à la crise. Dès son arrivée au ministère, elle fait le ménage en limogeant les hauts fonctionnaires restés fidèles à son prédécesseur. C'est à cette période qu'elle se lie d'amitié avec son homologue française du moment, Dominique Voynet.

En 1998, le chancelier Kohl fait savoir aux États-Unis son opposition à une intervention internationale au Kosovo. Tandis que les sociaux démocrates de Gerhard Schröder et les Verts de Joschka Fischer comparent Slobodan Milosevic à Adolf Hitler et appellent à la guerre humanitaire.

Le presse atlantiste se déchaîne alors contre le chancelier en lui imputant les difficultés économiques du pays ayant fait suite à la réunification. Les chrétiens démocrates sont balayés par la vague rouge-verte aux élections de septembre 1998. Schröder accède à la Chancellerie et nomme Fischer, ministre des Affaires étrangères.

Cependant, il apparaît qu'Helmut Kohl et sa garde rapprochée ont accepté des financements occultes de la CDU, mais ils refusent de révéler les noms des donateurs par respect de la parole donnée. Angela Merkel publie alors une courageuse tribune libre dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*<sup>1</sup> pour se distancier de son mentor. De la sorte, elle contraint Helmut Kohl à se retirer du parti, puis le président de la CDU, Wolfgang Schäuble, à démissionner. Au nom de la morale publique, elle s'empare ainsi de la présidence du parti. Dans la foulée, elle se conforme à la morale démocrate chrétienne en épousant son concubin.

Désormais Angela Merkel est publiquement soutenue par deux groupes de presse.

Elle peut d'abord compter sur Friede Springer, héritière du groupe Axel Springer (180 journaux et magazines dont *Bild*, *Die Welt*...). Les journalistes du groupe sont tenus de signer une clause éditoriale spécifiant qu'ils doivent œuvrer au développement des liens transatlantiques et à la défense de l'État d'Israël.

Angela Merkel peut également compter sur son amie Liz Mohn, directrice du groupe Bertelsmann, n°1 des médias en Europe (groupe RTL, groupe Prisma, groupe Random House, etc.). Mme Mohn est également vice-présidente de la Fondation Bertelsmann, pilier intellectuel de l'atlantisme européen.

Angela Merkel s'appuie sur les conseils de Jeffrey Gedmin, spécialement dépêché à Berlin pour elle par le clan Bush. Ce lobbyiste a d'abord travaillé à l'American Enterprise Institute (AEI)<sup>2</sup> sous la direction de Richard Perle et de Madame Dick Cheney. Il encouragea vivement à la création de l'euro à parité avec le dollar. Au sein de l'AEI, il a dirigé la Nouvelle initiative atlantique (NAI) qui réunissait tout ce qui compte de généraux et de politiciens américanophiles en Europe. Puis il a participé au Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) et a rédigé le chapitre sur l'Europe dans le programme des néo-conservateurs. Il y indique que l'Union européenne doit rester sous l'autorité de l'OTAN et que cela ne saurait se faire qu'en « *décourageant les appels européens à l'émancipation* »<sup>3</sup>. Enfin, il est administrateur du Conseil de la Communauté des démocraties (CCD)<sup>4</sup>, qui prône une ONU à deux vitesses, et il a pris la direction de

<sup>1</sup> *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 décembre 1999.

<sup>2</sup> « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », Réseau Voltaire, 21 juin 2004.

<sup>3</sup> « Europe and NATO : Saving the Alliance » par Jeffrey Gedmin in *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy* sous la direction de Robert Kagan et William Kristol, Encounter Books, 2000.

<sup>4</sup> « La démocratie forcée » par Paul Labarique, Réseau Voltaire, 25 janvier 2005.

l'Institut Aspen de Berlin<sup>5</sup>. Par la suite, il a décliné l'offre de son ami John Bolton<sup>6</sup> pour devenir ambassadeur adjoint des États-Unis à l'ONU de manière à se consacrer exclusivement à l'encadrement d'Angela Merkel.

En 2003, le département d'État confie à Jeffrey Gedmin et Craig Kennedy un vaste programme de « diplomatie publique », c'est-à-dire de propagande, incluant le subventionnement secret de journalistes et relais d'opinion en Europe occidentale<sup>7</sup>.

En 2003, le chancelier Gerhard Schröder s'oppose à l'opération anglo-saxonne en Irak. Angela Merkel publie alors une courageuse tribune dans le *Washington Post*<sup>8</sup> dans laquelle, elle réfute la doctrine Chirac-Schröder d'indépendance de l'Europe, affirme sa gratitude et son amitié pour « l'Amérique », et soutient la guerre.

En mai 2004, elle brouille les cartes en imposant l'élection à la présidence de l'Allemagne fédérale du banquier Horst Köhler, principal rédacteur du Traité de Maastricht et artisan de l'euro, puis président de la BERD et directeur du FMI. Puis, elle lance une campagne « patriotique » contre l'islamisme radical.

Tout au long de la campagne législative de 2005, elle stigmatise la montée du chômage et l'incurie des sociaux-démocrates à la juguler. La CDU est alors créditée d'une avance de 21 points dans les sondages. C'est alors que son conseiller occulte, Jeffrey Gedmin, l'interpelle dans une lettre ouverte publiée par Die Welt. Après avoir critiqué le modèle économique allemand, il écrit : « *Avant de faire avancer le pays, vous devez vaincre intellectuellement ces individus nostalgiques qui traînent les pieds. Si Sarkozy succède à Chirac, peut-être que la France connaîtra un essor. Il serait regrettable que l'Allemagne continue de régresser* ». Répondant à cette invitation, Angela Merkel révèle enfin ses solutions. Elle met en avant l'un de ses conseillers, l'ex-juge à la Cour constitutionnelle Paul Kirchhof, et l'équipe de l'Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft (l'Initiative pour la nouvelle économie sociale de marché)<sup>9</sup>. Elle annonce la suppression de la progressivité de l'impôt sur le revenu : le taux sera le même pour ceux qui n'ont que le nécessaire et ceux qui vivent dans le superflu. Le chancelier sortant, Gerhard Schröder critique durement ce projet lors d'un débat télévisé. L'avance de la CDU est pulvérisée. En définitive, la CDU obtient 35 % des suffrages et le SPD 34 %, le reste se dispersant entre petites formations. Les Allemands ne veulent plus de Schröder, mais pas plus de Merkel. À l'issue de longues et pénibles tractations, une Grande coalition est constituée : Angela Merkel est chancelière, mais elle doit céder la moitié des ministères à son opposition.

Elle impose la participation d'un contingent allemand à la force multinationale commandée par les États-Unis en Afghanistan. Puis, lors de l'intervention israélienne au Liban, elle impose un déploiement naval allemand au sein de la FINUL en déclarant : « *Si la raison d'être de l'Allemagne est de garantir le droit à l'existence d'Israël, nous ne pouvons pas dire, maintenant que cette existence est menacée, que nous ne faisons rien* ».

Depuis le 1er janvier 2007, Madame Merkel préside l'Union européenne. Elle ne fait pas mystère de son intention de contraindre la France et les Pays-Bas à accepter l'équivalent du projet de Traité constitutionnel qu'ils ont rejeté par référendum ; ni de son intention de relancer le projet de fusion entre la zone de libre-échange nord-américaine et la zone de libre-échange européenne pour créer un « grand marché transatlantique », selon l'ancienne formule de Sir Leon Brittan.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

---

<sup>5</sup> « *L'Institut Aspen élève les requins du business* », Réseau Voltaire, 2 septembre 2004.

<sup>6</sup> « *John Bolton et le désarmement par la guerre* », Réseau Voltaire, 30 novembre 2004.

<sup>7</sup> « *John Bolton et le désarmement par la guerre* », Réseau Voltaire, 30 novembre 2004.

<sup>8</sup> « *Schroeder Doesn't Speak for All Germans* » par Angela Merkel, *The Washington Post*, 20 février 2003.

<sup>9</sup> Ce think tank se réclame de l'économie sociale de marché mise en place par le chancelier Ludwig Erhard dans les années 1963-66 en s'appuyant sur le Plan Marshall.